



Carlos Tavares Le patron de Stellantis (Peugeot, Citroën, Chrysler, Fiat...) se confie et livre sa vision géopolitique

Exclusif Le rapport de la CIA sur le monde d'après

Le Point

www.lepoint.fr Hebdomadaire d'information du jeudi 6 mai 2021 n° 2542 - 5€

L 13780 - 2542 - F. 5,00 €

Sarkozy La France et son passé

Rwanda, Algérie, repentance, Napoléon, décolonialisme, racisme, « wokisme », déclin...

Le grand entretien sur les sujets qui fâchent

Dossier RSE : l'imagination au pouvoir

ALLEMAGNE: 6,40 € • BELGIQUE: 5,90 € • CANADA: 8,90 \$CAN • SUISSE: 7,20 CHF • DOM: 5,20 € • TOM: 9,20 CHF • ESPAGNE: 6,90 € • PORTUGAL: 6,90 € • MAROC: 4,80 MAD • TUNISIE: 9,10 TND • COTE D'IVOIRE/CAMEROUN/GABON/SENEGAL: 3,900 CFA

SEBASTIEN VALENTE - VINCENT ISORE/IP3

Sarkozy : la France et son passé

Exclusif. Le Rwanda, l'Algérie, le Sahel, la repentance, le « wokisme », le décolonialisme, Napoléon, le déclin... L'ancien président aborde sans tabou tous les sujets qui fâchent.

A photograph of Nicolas Sarkozy sitting at a table outdoors. He is wearing a dark blue suit jacket over a light blue button-down shirt. He has a serious, thoughtful expression and is looking off to the side. In the foreground, a hand is visible holding a blue pen, writing on a piece of paper. The table is covered with a green and white checkered tablecloth. In the background, there is a potted plant and a white metal chair with orange cushions. The setting appears to be a terrace or patio.

Regard. Le 23 avril, Nicolas Sarkozy reçoit « Le Point » au cap Nègre (Var).
« Toute ma vie, j'ai fui la banalité, l'ennui... »

PROPOS RECUEILLIS PAR JÉRÔME BÉGLÉ ET SÉBASTIEN LE FOL

Les vacances de Pâques au cap Nègre ont un avant-goût d'été. Nicolas Sarkozy s'est levé à l'aube pour pratiquer son anglais, comme chaque matin, pendant une heure et demie. Après notre entretien sont programmés un jogging, des longueurs de piscine et un déjeuner diététique.

Bienvenue chez le «retraité» – comme il se surnomme avec dérision – le plus actif de France. Et le plus sollicité. Barons de la droite réclamant ses conseils, actionnaires du groupe Lagardère en quête de médiation, conseils d'administration à distance...

Mais l'ancien président de la République préfère parler de ses lectures. Sur son bureau, face à la Méditerranée, l'Ancien et le Nouveau Testament, le roman de l'écrivain tchadien J. J. Amaworo Wilson, *Les Dévastés*, et un essai qui a piqué sa curiosité : *La Révolution raciale*, du Québécois Mathieu Bock-Côté.

Dans sa conversation, il est aussi beaucoup question de ses voyages. Ses séjours au Rwanda l'ont profondément marqué. Cet hiver, il y est retourné avec sa femme, Carla, et leur fille, Julia. Le destin de ce pays, meurtri par un génocide, et le rôle qu'y a joué la France ont provoqué cet entretien. Le 26 mars, l'historien Vincent Duclert a remis à Emmanuel Macron un rapport qui fait la lumière sur les responsabilités françaises de 1990 à 1994. Notre pays face à son histoire : le thème inspire Nicolas Sarkozy. De l'Algérie au Tchad, il s'interroge sur la repentance, la FrancAfrique, la francophonie...

Il sonde le passé pour mieux analyser le présent : le déclin de l'Occident, les pulsions identitaires et communautaires, l'angoisse des Français à un an d'une élection présidentielle qui l'inquiète beaucoup.

Au point qu'il accepte de prolonger la conversation quelques jours plus tard à Paris.

Le Point : Considérez-vous que toute la lumière a été faite désormais sur la tragédie rwandaise et le rôle que la France a joué dans ce pays au printemps 1994 ?

Nicolas Sarkozy : Ce qui s'est passé au Rwanda d'avril à juillet 1994 est le dernier génocide du XX^e siècle. Appelons les choses par leur nom ! Ce n'est en aucun cas réductible à une guerre entre deux camps, entre deux ethnies, les Hutu et les Tutsi. C'est un projet politique raciste d'extrémistes hutu pour rayer de la carte les Tutsi. Je précise qu'il s'agissait de gens qui parlaient la même langue, habitaient le même pays et avaient la même religion, même si dans leur projet ces extrémistes hutu se voyaient comme les seuls Rwandais.

Sur la responsabilité de la France, le rapport de la commission Duclert – dont je veux saluer la qua-

lité – parvient au même constat que celui que j'avais énoncé lors de ma visite à Kigali il y a onze ans – la première et la seule à ce jour d'un chef d'État français depuis le génocide. J'avais parlé d'« erreurs », d'« erreurs politiques » et d'« aveuglement », jusqu'au plus haut niveau de l'État. Et, en réalité, surtout au plus haut niveau de l'État, comme le montre le rapport. Mais j'ai toujours considéré que la France n'avait pas été complice de cette monstruosité. Ce que confirme le rapport Duclert, mais aussi le rapport Muse, commandé par les autorités rwandaises à un cabinet d'avocats américains, et qui exclut également la thèse de la complicité.

Pourquoi la reconnaissance des événements a-t-elle mis tant de temps à être établie ?

La place des génocides dans l'Histoire met toujours du temps à être reconnue. Mais celle-ci grandit dans la mémoire collective avec les années qui passent : que ce soit le génocide des Arméniens par les Turcs,

la Shoah ou le génocide perpétré par les Khmers rouges, au cours duquel un quart de la population cambodgienne a été massacrée, tous prennent une place plus grande au fur et à mesure que le temps passe. Le génocide rwandais ne fait pas exception.

Le travail des historiens est indispensable, c'est bien pourquoi je l'appelais de mes vœux lors de ma visite à Kigali en 2010. Mais je savais qu'il faudrait faire preuve de patience pour avoir le recul et la sérénité nécessaires. Or je considérais que la réconciliation avec le Rwanda ne pouvait pas attendre, au moins sur le plan politique. C'est pour cela que j'avais prononcé ces paroles lors de ma visite. Elles m'avaient été reprochées à

l'époque ; mais c'était ma conviction profonde et ma responsabilité. Je me réjouis que cette démarche soit aujourd'hui confortée par le travail des historiens.

Vingt-sept ans plus tard, était-il indispensable que la France reconnaisse sa responsabilité ?

Oui, c'est indispensable. La dérive génocidaire du gouvernement rwandais de l'époque a été gravement sous-estimée par l'ensemble de la communauté internationale, dont la France. La reconnaissance de la gravité extrême des erreurs, et dans certains cas des fautes qui ont été commises, est incontournable, inévitable et juste. Quand je suis devenu président de la République, j'avais déjà la conviction que ce qui s'était passé avait dépassé toutes les bornes. On n'était pas face à un événement classique, mais face à quelque chose d'exceptionnel dans la barbarie. Un million de morts en trois mois, Kigali, la capitale, qui avait perdu un quart de sa population en cent jours, c'est à peine imaginable. Il faut également rappeler que ce génocide a été commis entre voisins, parfois au sein des mêmes familles. Plus de la moitié des victimes étaient des femmes ou des enfants. Cela vous donne une idée

« En 1994, l'aveuglement dramatique était le fait d'un petit groupe au plus haut sommet de l'État : le chef d'état-major particulier, la cellule Afrique et le président Mitterrand. »



de la haine qui s'était emparée de toute une partie de la population manipulée. C'est un déchaînement de sauvagerie comme on en a rarement vu sur la planète. La communauté internationale était sur place, mais elle est restée impuissante ! Au moins jusqu'à l'opération Turquoise, qui est arrivée trop tardivement. Elle a toutefois permis de sauver des vies. La vérité m'oblige cependant à dire que c'est d'abord le FPR, par sa victoire militaire, et non la communauté internationale, qui a mis fin au génocide.

En 1994, vous êtes ministre du Budget. Ce sujet est-il au menu des discussions entre le Premier ministre, Édouard Balladur, et le président, François Mitterrand ?

Il faudrait le demander à Édouard Balladur. Je garde pour ma part le souvenir d'une polémique sur la mission Turquoise, sa présence dans le pays et son utilité. Nous n'avions évidemment pas l'entière vérité des faits à l'époque. La politique africaine de la France, en particulier s'agissant du Rwanda, était le pré carré du président Mitterrand, de son entourage le plus proche, de son état-major particulier et de la cellule africaine de l'Élysée. Les différentes commissions d'enquête et les groupes de travail ont montré que des alertes avaient été

Héritage. « Je n'ignore pas que tous les Français d'aujourd'hui ne sont pas les descendants de Clovis. Moi-même, je ne le suis pas. Il n'en reste pas moins que je suis né dans un pays dont c'était l'histoire. Je dois embrasser cette identité, la faire mienne pour que cette communauté m'accueille. »

lancées par les services de renseignement, par des militaires et par des diplomates sur place. Beaucoup avaient compris ce qui se passait. L'aveuglement dramatique était le fait d'un petit groupe au plus haut sommet de l'État : le chef d'état-major particulier, la cellule Afrique et le président Mitterrand lui-même. Je veux aussi rendre hommage à Édouard Balladur, qui a joué un grand rôle pour que la France prenne ses responsabilités avec l'opération Turquoise, même si elle fut trop tardive.

L'ancien secrétaire général de l'Élysée, Hubert Védrine, n'est pas sur la même longueur d'onde que vous, c'est le moins que l'on puisse dire...

Il n'y a pas pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. La vérité des faits est pourtant là.

Vous parlez d'«aveuglement». Iriez-vous jusqu'à parler de complicité ?

Non. On ne peut pas le dire. Les historiens français et internationaux ont exclu ce terme de complicité. Les faits sont suffisamment graves pour que chacun maîtrise son vocabulaire. Il n'y a pas eu de complicité de la France, de l'armée française dans ce projet raciste. Cela doit être affirmé avec force. Il y a eu des erreurs lourdes, un aveuglement coupable. Mais ■■■

« La place des génocides dans l'Histoire met toujours du temps à être reconnue. Mais celle-ci grandit dans la mémoire collective avec les années. »

■■■ ce refus de voir en 1994 ne peut pas perdurer en 2021. Le président Macron a donc eu raison de créer cette commission Duclert qui permet de faire toute la lumière sur ce drame. Le Rwanda fut d'ailleurs le thème de l'une de mes toutes premières discussions avec Emmanuel Macron peu de temps après son élection.

Cela pose la question de la légitimité de la communauté internationale pour intervenir dans ce type de conflits ?

C'est une question en effet très difficile à trancher. Quand intervenir et quand s'abstenir de le faire ? Dans un cas, il faut sauver des vies et, dans l'autre, il faut s'interdire d'interférer dans la politique intérieure d'un pays. C'est un dilemme auquel j'ai été souvent confronté pendant mes cinq ans à l'Élysée. Mais, face à un génocide, fermer les yeux n'est pas une option. Il ne s'agit pas d'une opération de maintien de l'ordre ou de respect du résultat des urnes. Il s'agit d'arrêter un massacre.

Comment jugez-vous la thèse d'un second génocide commis par le FPR contre les Hutu et qui relativiserait le premier ?

C'est un mensonge inacceptable. Les historiens ont rendu leurs conclusions. Qu'il y ait eu des violences des deux côtés dans les combats qui ont opposé le FPR à l'armée rwandaise et aux milices extrémistes hutu, c'est certain. Mais ce qui s'est passé en 1994 n'était pas une simple guerre entre clans ou entre ethnies. C'était une entreprise génocidaire, motivée par la volonté d'éliminer méthodiquement et systématiquement un groupe humain en tant que tel. Et de génocide, il n'y en a eu qu'un : ce fut celui contre les Tutsi. C'est cela la vérité ! Aujourd'hui, au Rwanda, heureusement, toute référence publique à l'ethnie est bannie tant il y a une volonté de tourner cette page dramatique.

Croyez-vous que les responsabilités françaises décrites par le rapport Duclert pourront un jour être jugées par un tribunal ? Est-ce souhaitable ? Non. Les autorités rwandaises ont d'ailleurs elles-mêmes tranché cette question en indiquant qu'elles n'engageraient pas de poursuites judiciaires.

Le rôle des Américains n'a-t-il pas été trouble ? Bill Clinton lui-même a dit combien ce drame l'avait bouleversé et à quel point il regrettait que son pays ait mis autant de temps à comprendre et à dénoncer le génocide en cours. Je veux une nouvelle fois affirmer que la communauté internationale, y compris les Nations unies, a eu le tort de laisser faire en se retirant et en réduisant sa présence militaire dès la mi-avril, soit à peine deux semaines après le début des massacres.

La France n'a toujours pas d'ambassadeur à Kigali...

Pendant des années, j'ai été bien seul à poursuivre le dialogue avec le président Kagame en France. Lorsqu'il venait à Paris pour un sommet de l'Unesco, par exemple, il n'était reçu par aucun responsable politique. J'ai avec lui une relation de grande estime et de grande confiance. En 2010, j'ai tenu à me rendre au Rwanda et à visiter le mémorial du génocide. La France le devait en mémoire et en hommage à la souffrance du peuple rwandais. Beaucoup en France me l'ont alors déconseillé, puis même reproché. Mais je tenais absolument à faire ces gestes, seuls susceptibles d'engager la réconciliation entre nos deux pays. Ce mouvement de rapprochement a malheureusement connu un retour en arrière pendant le quinquennat de François Hollande, qui manifestement n'avait pas saisi la gravité de la situation. Il a heureusement été relancé, et je m'en réjouis, par le président Macron. Le Rwanda doit devenir l'un de nos partenaires stratégiques en Afrique. Aujourd'hui, ce pays, qui a pour voisins le Burundi, la RDC, l'Ouganda et la Tanzanie, est un îlot de stabilité dans une région très instable. Kigali est

devenue l'une des capitales les plus connectées d'Afrique. Il y a vingt-cinq ans, le pays ne disposait plus d'infrastructures, les récoltes pourrissaient sur pied, et les Rwandais s'étaient entre-tués. Le travail qu'a accompli le président Kagame est impressionnant !

Que faut-il faire aujourd'hui ? D'abord, ne pas se contenter d'un chargé d'affaires, et donc nommer au plus vite un ambassadeur pour reprendre des relations diplomatiques classiques. Ensuite, tourner la page en reconnaissant qu'au plus haut de l'État on s'est trompé dramatiquement. Enfin, je pense qu'un déplacement

du président de la République lui-même au mémorial du génocide est un geste qui s'impose. On ne peut pas ignorer la douleur des peuples.

Vingt-cinq ans après le génocide des juifs d'Europe par les nazis, le chancelier allemand Willy Brandt était allé s'agenouiller devant le monument aux morts du ghetto de Varsovie. Faut-il accomplir un geste équivalent en direction du Rwanda ?

Emmanuel Macron fera ce qu'il croit devoir faire. Je n'ai aucune injonction à lui adresser. Je veux d'ailleurs être prudent sur cette question des mots et des gestes. Je suis allé deux fois au mémorial du génocide, où sont enterrées 250 000 personnes, et j'en suis à chaque fois ressorti bouleversé. Il y a notamment la salle réservée aux enfants, où sont consignés leurs noms, leurs occupations préférées et les circonstances de leur mort. Ainsi : « Tom, 5 ans, aimait aller à la pêche avec son père, et a été tué par une grenade dans sa douche. » Vous ne sortez pas indifférent d'une telle visite, qui en dit long sur la barbarie dont les hommes peuvent être capables.

« La crise que nous vivons n'est pas celle de l'Histoire, elle est celle de la transmission. On doit donc célébrer le bicentenaire de la mort de Napoléon. »



Aviez-vous en tête ce qui s'est passé au Rwanda au moment de décider de l'intervention française en Libye ?

J'avais en tête que l'on ne pouvait assister les bras ballants à un nouveau massacre, même s'il n'y a pas eu de génocide en Libye. Le pays était dirigé par un dictateur sanguinaire qui a déclaré qu'il allait faire couler des rivières de sang à Benghazi. Il s'apprêtait à lancer ses chars et ses avions contre cette ville d'un million d'habitants. Les Nations unies se sont réunies, et un mandat d'agir a été donné à une coalition regroupant près d'une vingtaine de pays. C'est l'aviation française, arrivée la première sur les lieux, qui a empêché que les sbires de Kadhafi entrent dans Benghazi pour mettre en œuvre ce funeste projet. Je reste fier de cette décision qui a sauvé des milliers de vies innocentes. C'est d'ailleurs un point qui me sépare d'Emmanuel Macron lorsqu'il dit que cette intervention était une erreur. Il se trompe ! Car ce qui fut une erreur, c'est de ne pas s'être occupé de la Libye après 2012 et de l'avoir laissée tomber au lendemain des premières élections libres, qui avaient porté au pouvoir des modérés. Le président Obama a d'ailleurs reconnu au moment de quitter la Maison-Blanche que sa pire erreur de politique étrangère avait justement été de ne pas avoir soutenu la Libye post-Kadhafi. S'il y a avait eu des milliers de gens massacrés à Benghazi, on me l'aurait reproché aujourd'hui, et avec quelle violence !

Lectures. Nicolas Sarkozy aime citer Oscar Wilde : « Rien n'est vrai que le beau. » L'ancien président ajoute : « Rien n'est vrai que le grand. »

« Il faut en finir avec cette présentation fausse selon laquelle le Blanc serait par définition raciste. »

Je préfère affronter la polémique politicienne plutôt que la responsabilité devant l'Histoire d'un massacre certain sur lequel la France aurait fermé les yeux.

La France devait-elle intervenir en Afrique autant qu'elle l'a fait ces dernières années ?

En Côte d'Ivoire, oui. L'aveuglement de certains dirigeants socialistes français à soutenir Laurent Gbagbo, qui avait repris à son compte le concept raciste d'ivoirité, était incompréhensible. Lorsqu'il a refusé de reconnaître sa défaite – un résultat qui avait pourtant été reconnu par l'Union africaine, par la Cédéao et par l'ensemble de la communauté internationale – et que la seule réponse du régime a été la répression systématique, y compris contre les populations civiles, la France, à la demande des Nations unies et avec un mandat de celles-ci, est intervenue pour empêcher, une fois encore, de nouveaux massacres.

Et au Sahel ?

Je ne crois pas qu'une intervention française puisse demeurer légitime quand elle se prolonge au-delà de quelques années. Je soutiens une intervention encadrée pour sauver des vies et éviter des drames. Elle ne peut durer que quelques semaines ou quelques mois. Cinq mille soldats français sur un territoire grand comme dix fois notre pays ne peuvent assurer durablement la sécurité du Sahel. La première intervention, au moment où des colonnes terroristes descendaient sur Bamako, ■■■

■■■ s'imposait sans doute, mais nous n'avons pas vocation à rester indéfiniment. Car c'est en priorité aux pays africains concernés de mener, ensemble, ce combat. Nous devons les y aider, comme nous le faisons dans le cadre du G5 Sahel, afin que les forces africaines montent en puissance. Mais l'objectif doit être que celles-ci puissent le plus rapidement possible mener ce combat seules. Je reconnais la grande complexité de ce sujet, car j'observe que, quand la France ne fait rien, elle est accusée d'inaction ; et que, quand elle intervient, elle est accusée d'ingérence.

La guerre contre le terrorisme n'est-elle pas devenue plus idéologique que militaire ?

Elle est multiforme, mais, quel qu'en soit l'aspect privilégié, elle nécessite la même détermination, la même intransigeance, le même courage. La faiblesse nous est interdite.

Un 18^e attentat depuis 2012 vient de frapper un représentant des forces de l'ordre. L'autorité de l'État est-elle mise à mal ?

Nos forces de l'ordre ont payé un lourd tribut. Ils méritent notre soutien total. Mais ce n'est pas, hélas, que l'autorité de l'État qui est mise à mal. C'est l'autorité tout court, dans les familles, à l'école, dans la société. C'est l'autorité qui protège notamment les plus faibles. Sans elle, c'est la loi du plus fort qui triomphe. Dans certains endroits de la République, on y est déjà !

Vous président, vous seriez-vous rendu aux obsèques d'Idriss Déby ?

Je me serais sans doute posé la question. Idriss Déby a été un allié de la France, particulièrement précieux dans le combat contre le terrorisme djihadiste dans la région. Mais sa pratique interne du pouvoir au Tchad était plus que contestable. Les mois qui viennent diront si le président Macron a eu raison ou non de s'y rendre.

Quelles leçons avons-nous à tirer aujourd'hui de ce que nous avons fait, ou pas, au Rwanda ?

Je pense que beaucoup de leçons ont été tirées à propos du Rwanda. Le risque génocidaire, y compris en Afrique, n'est désormais plus du domaine de l'impensable. Au contraire, il est surveillé dans toutes les situations à risque. Comme lorsqu'en 2017 l'ONU mettait en garde contre des « signes avant-coureurs de génocide » en Centrafrique. Mais nous devons comprendre que le risque d'un tel drame n'existe pas seulement en Afrique. Il requiert donc une vigilance internationale de tous les instants.

La Françafrique, c'est vraiment fini ?

Oui. La Françafrique est terminée. Elle l'est parce que la France ne regarde plus ses anciennes colonies comme un pré carré. Elle l'est parce qu'elle ne conçoit plus le continent africain comme l'arrière-cour de jeux d'influence de grandes puissances. Elle l'est

parce que la France traite ses partenaires africains en égaux. Il nous faut conserver nos liens particuliers avec les pays d'Afrique avec lesquels nous avons une histoire commune ; mais on ne doit pas avoir une grille de lecture qui réduise nos interventions à notre passé colonial. Nous serions légitimes en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, mais illégitimes en Afrique australe ou de l'Est ? Cela n'a pas de sens... Nous sommes amis avec le Sénégal, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon, les Congos... Conservons ces liens mais ayons en tête que ces pays ne sont pas obligés de n'être amis qu'avec la France. La clé de notre nouvelle politique africaine doit reposer sur la diversité de nos relations. Je pense notamment à l'Éthiopie, au Nigeria, bien sûr au Rwanda, ou encore à l'Afrique du Sud...

Dans le cas du Rwanda, le fait que le président Habyarimana ait été francophone a sans doute joué positivement aux yeux de François Mitterrand...

C'est toujours une erreur de réduire les rapports entre deux pays à une relation personnelle entre deux présidents. Ainsi, on devrait aimer les États-Unis quand ils sont présidés par Barack Obama et moins quand il est remplacé par Donald Trump ? Cela serait un contresens ! Mais vous avez raison de dire que, dans le cas rwandais, la vision, passéiste et erronée, d'un pré carré francophone à défendre contre les menées anglo-saxonnes a certainement joué un rôle dans les erreurs d'appréciation des décideurs de l'époque. Ce n'est pas parce que Paul Kagame ne parle pas français qu'il serait un partenaire de moins bonne qualité ou qu'il ne serait pas tourné vers la francophonie. Louise Mushikiwabo, son ancienne et remarquable ministre des Affaires étrangères, est aujourd'hui secrétaire générale de la Francophonie et parle magnifiquement notre langue.

Cette notion de francophonie a-t-elle encore un sens ?

Oui, et même plus que jamais. La francophonie aujourd'hui, c'est 300 millions de personnes dans le monde – contre 200 il y a à peine plus de dix ans. Jamais autant d'êtres humains ne se sont exprimés en français, grâce justement au dynamisme des pays africains. La francophonie n'est pas une vieilleries dépassée. Au contraire, elle est profondément moderne ; et encore plus nécessaire à l'heure de la mondialisation. Parce qu'elle est une identité et parce qu'elle est un remède à l'aplatissement du monde, synonyme d'appauvrissement culturel et intellectuel. Cependant, la francophonie gagnerait beaucoup à ce qu'on la renforce en développant des valeurs communes.

Lesquelles ?

La plus importante serait de considérer que, pour le monde francophone, la culture, l'art, l'identité sont

« Il y a quelque chose d'étonnant dans la résilience africaine à tout : aux guerres, aux épidémies, aux famines, à la mauvaise gouvernance. »



des biens de première nécessité au même titre que l'eau ou la nourriture. Nous devons ensuite prendre conscience que l'échec de l'Afrique sera le drame de l'Europe. Nos destins sont liés. Seuls 14 kilomètres séparent l'Europe de l'Afrique à Gibraltar. Et la Méditerranée au plus large fait 1 600 kilomètres. L'intérêt de l'Afrique est que la France et l'Europe demeurent puissantes pour ne pas se retrouver dans une trop grande dépendance vis-à-vis des Chinois, des Turcs, des Russes ou même des Américains. L'Europe, de son côté, devrait comprendre que rien n'est plus important que d'engager un gigantesque plan de développement de l'Afrique, notamment dans le domaine des infrastructures, car si la jeunesse africaine ne trouve pas de travail, si elle ne se voit pas d'avenir en Afrique, elle viendra le chercher en Europe. La crise migratoire n'est malheureusement pas derrière nous, mais devant nous.

La repentance est-elle souhaitable ?

Elle ne peut être systématique et n'avoir comme seul but qu'une posture médiatique. Cependant, un grand pays doit savoir reconnaître les heures sombres de son histoire comme les glorieuses. Je l'avais dit au président Erdogan au sujet du génocide arménien. Il faut être fort pour reconnaître les erreurs commises dans le passé. Cela ne doit pas nous conduire à haïr notre histoire et à déboulonner nos statues. Il faut prendre garde à ne pas juger hier avec les yeux d'aujourd'hui. A la repentance systématique, je dis claire-

Idéal. « Si j'avais 20 ans, je me dirais : où est l'endroit où l'on peut vivre le plus intensément ? »

ment non. À la reconnaissance de nos erreurs les plus graves, je dis oui.

Joe Biden a-t-il eu raison de reconnaître le génocide arménien ?

C'est une décision qui fait honneur à son pays et à sa personne.

L'effort de mémoire que vous appelez de vos vœux dans le cas rwandais doit-il inspirer notre attitude vis-à-vis de l'Algérie ? Emmanuel Macron avait parlé pendant sa campagne d'un « crime contre l'humanité »...

Il faut toujours accomplir un effort de mémoire. Mais le génocide rwandais et la colonisation en Algérie ne sont en aucun cas comparables. Je ne partage pas l'idée selon laquelle la colonisation s'apparente à un crime contre l'humanité. Celle-ci a eu des aspects dramatiques que personne ne peut nier. Elle a été profondément injuste et brutale... Je l'ai moi-même qualifiée de « faute » dans le discours de Dakar. Mais il est juste d'affirmer qu'il y a eu des souffrances et des erreurs des deux côtés. Je soulignerais particuliè-

rement que les autorités françaises de l'époque se sont très mal comportées avec les harkis. C'est pourquoi j'ai tenu, en tant que chef d'État français, à reconnaître la responsabilité historique de la France dans leur abandon.

On commémore le bicentenaire de la mort de Napoléon.

Cet anniversaire fait l'objet de vifs débats, certains ■■■

« Je ne partage pas l'idée selon laquelle la colonisation s'apparente à un crime contre l'humanité. »

SEBASTIEN VALENTE

■ ■ ■ **se scandalisant que l'on célèbre un trafiquant d'esclaves...**

Ces débats sont très outranciers. Notre roman national peut être romancé, exagéré ou fantasmé, mais il est notre roman national. Cette haine de soi, qui est l'apanage d'une repentance systématique, fait beaucoup de mal à notre pays. En 2007, je me suis présenté aux Français en tant que « petit Français au sang mêlé ». Je voulais dire aux Français qu'il fallait aimer l'histoire de France, ses grands personnages, tout en les regardant tels qu'ils sont avec leur grandeur et leur part d'ombre. Si nous ne partageons pas tous la même histoire, les mêmes livres, les mêmes musiques, on ne peut pas aimer le même pays. Une nation n'est pas simplement une population, une géographie: c'est aussi une communauté qui partage les mêmes enthousiasmes, les mêmes références, les mêmes souvenirs. Lorsque vous emmenez un enfant voir la *Pietà* et que vous lui dites: « Tu vois, tu es l'héritier de cette civilisation aux racines chrétiennes, il faut la respecter et il faut l'aimer », vous lui donnez alors l'envie de s'intégrer. Même si cet enfant vient d'Afrique ou d'ailleurs, il est aussi l'héritier de cette culture. Si on ne partage pas ce patrimoine culturel, on ne partage plus rien. La crise que nous vivons n'est pas celle de l'Histoire, elle est celle de la transmission. On doit donc célébrer ce bicentenaire de la mort de Napoléon.

Pourquoi ne transmettons-nous plus, selon vous ?

Chacun privilégie sa propre histoire et oublie qu'il est l'héritier d'une culture collective. Je n'ignore pas que tous les Français d'aujourd'hui ne sont pas les descendants de Clovis. Moi-même, je ne le suis pas. Il n'en reste pas moins que je suis né dans un pays dont c'était l'histoire. Je dois embrasser cette identité, la faire mienne pour que cette communauté m'accueille. Cette règle s'est imposée à moi comme elle doit s'imposer à tous les nouveaux Français. C'est pourquoi j'ai toujours préféré l'assimilation à l'intégration.

Partie des campus nord-américains, une «révolution raciale», pour reprendre l'expression de l'essayiste québécois Mathieu Bock-Côté, gagne l'Europe. Dans la nouvelle culture «woke», on parle notamment de «privilege blanc». Que vous inspire cette idéologie ?

Il faut en finir avec cette présentation fautive et folle selon laquelle le Blanc serait par définition raciste. Et qu'il devrait expier sur plusieurs générations. Mais quelle est la leçon du Rwanda ? Le racisme est un cancer à l'intérieur de l'homme, qu'il soit blanc ou noir. Le projet raciste rwandais est le projet de Hutu contre des Tutsi, qui sont tous des Africains noirs. Qu'est-ce

que la Shoah ? L'extermination de juifs blancs par des nazis fascinés par la race aryenne. Caricaturer le racisme en affirmant qu'il est l'apanage d'une couleur ou d'une civilisation est un mensonge.

Notre passé colonial nous empêche-t-il de percevoir l'Afrique comme un partenaire économique et culturel ?

Nous n'arrivons pas assez à transcender notre histoire et, en même temps, nous sommes comme un enfant qui gratte sans cesse sa plaie. On y revient pour de mauvaises raisons. L'Europe et la France sont face au vertige de la disparition et de la décadence. Comme lorsqu'on tombe à ski, c'est souvent parce qu'on se crispe alors qu'il faudrait s'assouplir. La vraie raison est celle d'un continent qui a dominé le monde pendant des siècles et qui, aujourd'hui, se voit dominé. Les peuples le sentent confusément, et cela conduit à leur raidissement: ce qu'on appelle le populisme.

Est-ce ainsi que l'on peut interpréter le refus par le président turc Erdogan de laisser s'asseoir à côté de lui Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne ?

Cette image était humiliante, voire ridicule, pour tous les Européens. J'ai souffert en observant cette comédie injurieuse pour un continent qui se veut fort.

La gestion de la pandémie ne révèle-t-elle pas encore davantage le déclassé de l'Europe et de la France ?

Le retard pris par l'Europe en matière de vaccination est tout aussi humiliant. Cette crise révèle le défi colossal qui nous attend: comment peut-on encore espérer figurer dans le peloton de tête des nations du monde ? Lors des épreuves financières de 2008-2010, l'Union européenne et la France étaient encore au cœur de la résolution des crises. L'axe du monde a depuis muté de l'ouest vers l'est, donc vers l'Asie. Peut-être mutera-t-il demain vers l'Afrique, qui va connaître

une explosion démographique sans précédent, puisque sa population devrait doubler en trente ans pour atteindre 2,5 milliards d'habitants. Or c'est la démographie qui fait l'Histoire. L'Occident, c'est aujourd'hui moins de 900 millions d'habitants. Il va nous falloir réagir sans tarder et avec force. Sans cela, le déclassé sera inéluctable.

Et son retard démographique va s'accroître dans les décennies à venir...

C'est justement parce que nous avons un problème démographique que nous devons retrouver un leadership et miser tout sur la technologie, l'innovation, le nucléaire, le progrès. Nous n'avons pas le choix. La quantité nous fait défaut. Elle ne pourra être compensée que par la qualité.

Vous retournez au Rwanda. Que trouvez-vous en Afrique que vous ne trouvez plus en Europe ?

« L'Europe et la France sont face au vertige de la disparition et de la décadence. [...] Les peuples le sentent confusément, et cela conduit à leur raidissement: ce qu'on appelle le populisme. »



J'y retourne effectivement presque chaque année. J'aime l'Afrique car elle est la jeunesse du monde. Il y a quelque chose d'étonnant dans la résilience africaine à tout : aux guerres, aux épidémies, aux famines, à la mauvaise gouvernance. On est souvent injuste quand on juge l'Afrique. Quel pays a puse reconstruire à partir de rien en vingt-cinq ans ? Le Rwanda. Je pourrais dire la même chose de la Côte d'Ivoire ou du Sénégal. J'aime cette force, cette énergie. C'est vrai aussi dans la culture, où on voit émerger une nouvelle génération d'artistes, d'écrivains, de peintres, de cinéastes africains. C'est un nouveau monde à nos portes : on ne peut pas s'en désintéresser.

Si vous aviez 20 ans aujourd'hui, vous iriez en Afrique tenter votre chance ?

Si j'avais 20 ans, je me dirais : où est l'endroit où l'on peut vivre le plus intensément ? Toute ma vie, j'ai fui la banalité, l'ennui... J'ai toujours été persuadé que la vie durait à peine le temps d'un souffle et que la seule philosophie digne était de s'accrocher à ce petit bout de temps comme s'il était éternel et ne pas en perdre une seconde. Même si tout se finit et se finira. Ce qui fait la dignité de l'être humain, c'est que, malgré cette brièveté, il agit comme s'il était éternel. Quand ils peignaient, il y a vingt mille ans, les hommes de Lascaux étaient attachés au beau et au symbolique... Pour l'éternité, ils voulaient laisser une trace. Oscar Wilde avait

Émotion. Kigali, 25 février 2010. Le président Sarkozy visite le Mémorial du génocide. « Tom, 5 ans, aimait aller à la pêche avec son père, et a été tué par une grenade dans sa douche. »

bien raison : « Rien n'est vrai que le beau. » J'ajouterais : rien n'est vrai que le grand.

Un an avant la présidentielle, quel regard portez-vous sur la situation politique de notre pays ?

Je ne participe plus à la vie politique active. Je me garderai donc bien des critiques faciles ou des conseils plus ou moins intéressés. Cependant, comme beaucoup de nos compatriotes, je sens une inquiétude monter quant à l'avenir de notre civilisation, à la place et au rôle de la France, au dérèglement profond de notre démocratie, à la tournure des débats médiatiques, où la pensée la plus outrancière devient la seule audible, aux valeurs du respect de l'autre et de l'autorité, qui sont vécues comme étant dépassées alors qu'elles sont pourtant essentielles dans un État de droit. Désormais, chacun évoque son intérêt, celui de sa communauté, celui de ses idées, sans qu'à aucun moment soient pris en compte ceux du pays ou de la collectivité dans son ensemble. Tout cela crée une grande angoisse et une profonde désespérance qui pourraient amener beaucoup, pour les prochaines élections, à faire le choix du refus plutôt que celui du positif. La France a un urgent besoin d'une vision ambitieuse, seule à même de mobiliser les énergies. Je souhaite de tout cœur que ceux qui sont en charge du pays ou qui participent dignement au débat politique trouvent ce chemin. Dans le cas contraire, je crains que notre avenir ne soit sombre ■

« La France a un urgent besoin d'une vision ambitieuse, seule à même de mobiliser les énergies. »